

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 26/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MAMP**

Le Pharo  
58, boulevard Charles Livon  
13007 Marseille

Références : SS/JD-D-0936-MRT-2024  
Code AIOT : 0006404706

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2024 dans l'établissement MAMP implanté CSDU du Vallon du Fou le Vallon du Fou 13117 Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAMP
- CSDU du Vallon du Fou le Vallon du Fou 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006404706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Métropole Aix Marseille Provence exploite une installation de stockage de déchets non dangereux, une installation de compostage et une déchèterie, au lieu-dit Vallon du Fou, conformément à l'arrêté préfectoral du 9 février 2009 modifié.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement des travaux de réparation du dispositif d'étanchéité

## Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositif d'étanchéité du casier	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 7.5.2.1.2	Sans objet
2	Dispositif d'étanchéité du casier	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 7.5.2.1.1	Sans objet
3	Exigences relatives à l'étanchéité	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9	Sans objet
4	Contrôles préalables à la mise en service	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 II	Sans objet
5	Contrôles préalables à la mise en service	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 III	Sans objet
6	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 IV	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Cette visite intervient après les opérations de réparation du dispositif d'étanchéité endommagé lors d'un incendie en 2021 (la zone en talus à réparer représente une hauteur de 10 m sur une largeur de 25 m). Les travaux se sont déroulés du 27 au 31 mai 2024. L'exploitant a transmis le dossier technique réalisé par un organisme tiers en application de l'article 20 II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

L'Inspection a procédé en date du 13 juin 2024 à la visite requise en application de l'article 20 III de l'arrêté du 15 février 2016 précité, bien que dans le cas présent, il s'agit d'une réparation du dispositif d'étanchéité et non d'un nouveau casier, afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers avant la reprise de l'exploitation dans la zone concernée.

#### Les constats réalisés sont les suivants :

Sur le fondement du dossier de conformité n° P07012.02 du 07/06/2024 produit par l'organisme tiers EODD Agence de Montpellier, l'inspection a pu constater que :

- des photographies attestent de la mise en œuvre du géosynthétique bentonitique de la barrière de sécurité passive, ainsi que la mise en œuvre de la membrane PEHD et le géotextile anti-poinçonnant pour la barrière de sécurité active,
- la fiche technique du géosynthétique bentonitique mis en œuvre garantit une perméabilité sous contrainte de confinement inférieure ou égale à  $5 \times 10^{-11}$  m/s, inférieure à la perméabilité demandée de  $1 \times 10^{-10}$  m/s,
- l'organisme tiers a effectué un contrôle extérieur des doubles-soudures de la géomembrane PEHD sans détecter de défaut,
- tous les poseurs étant intervenus sur la BSA étaient en possession d'une accréditation ASQUAL (certification qualité),

Sur le terrain, l'inspection a vérifié l'absence d'incohérence entre le contenu du dossier technique et les structures observables de la zone concernée par les travaux.

### Conclusions de l'inspection :

Considérant que le respect des préconisations réglementaires et des normes en vigueur est en premier lieu de la responsabilité de l'exploitant, l'inspection des installations classées a procédé à la vérification documentaire par sondage du dossier technique référencé n° P07012.02 du 07/06/2024 , relatif aux travaux réalisés pour la réparation du talus de l'alvéole n°3 endommagé suite à un incendie en 2021.

À l'issue de ce contrôle par sondage, l'inspection n'émet aucune observation.

Cet examen documentaire a été complété par une visite d'inspection sur site en date du 13/06/2024 qui n'a pas révélé d'incohérence entre les constats visuels réalisés et les éléments examinés dans le dossier.

**L'Inspection des installations classées émet un avis favorable à la réception des travaux de réparation de la zone endommagée lors de l'incendie de 2021.**

## **2-4) Fiches de constats**

### **N° 1 : Dispositif d'étanchéité du casier**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 7.5.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Barrière active
<b>Prescription contrôlée :</b>  Elle est assurée par une géomembrane en PEHD de 2 mm d'épaisseur protégée par recouvrement par un géotextile anti-poinçonnement.
<b>Constats :</b>  La barrière de sécurité active endommagée sur une largeur de 25 m et une hauteur de 10 m, a été reconstituée par la pose d'une géomembrane PEHD Atarfil de 2 mm d'épaisseur, et la pose d'un géotextile anti-poinçonnant 800 g/m <sup>2</sup> PROTEC 800. Les fiches techniques des produits ont été validées en phase préparatoire par le contrôleur extérieur. La pose du dispositif a été particulièrement suivie, notamment en ce qui concerne l'assemblage et la soudure de la géomembrane PEHD. Cette dernière a été mise en œuvre par des équipes de soudeurs certifiés ASQUAL. Les certificats ont été vérifiés par le contrôleur extérieur. La totalité du dispositif mis en place (géomembrane PEHD + géotextile anti-poinçonnant) a fait l'objet d'un contrôle interne par la société en charge de la pose, ainsi que d'un contrôle extérieur par un prestataire tiers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### **N° 2 : Dispositif d'étanchéité du casier**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 7.5.2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Barrière passive
<b>Prescription contrôlée :</b>  Fond du casier et risbermes. Pour le fond et les risbermes, une barrière est reconstituée par 1 m d'épaisseur de matériaux argileux remaniés de perméabilité inférieure à 1.10 <sup>-9</sup> m/s. Les matériaux sont remontés sur les flancs sur une hauteur de 2 m. Ils recouvrent totalement les digues et diguettes disposées en fond de casier et en pied de talus. Cette couche de matériaux est recouverte par un géosynthétique bentonitique de perméabilité inférieure à 1.10 <sup>-10</sup> m/s. Flancs du casier Elle est constituée par une couche de matériaux terreux recouverte par un géosynthétique bentonitique de perméabilité inférieure à 1.10 <sup>-10</sup> m/s.

<p><b>Constats :</b></p> <p>La barrière de sécurité passive a été impactée par l'incendie avec la dégradation du géosynthétique bentonitique (GSB).  Un GSB BENTOFIX NSP6000C de perméabilité inférieure ou égale à <math>5 \times 10^{-11}</math> m/s a été mis en œuvre sur la zone endommagée.  La mise en œuvre du dispositif a été contrôlée par le contrôleur extérieur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Exigences relatives à l'étanchéité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Barrière de sécurité active</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé " barrière de sécurité active ". Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine. Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La barrière de sécurité active endommagée sur une largeur de 25 m et une hauteur de 10 m, a été reconstituée par la pose d'une géomembrane PEHD Atarfil de 2 mm d'épaisseur, et la pose d'un géotextile anti-poinçonnant 800 g/m<sup>2</sup> PROTEC 800. Les fiches techniques des produits ont été validées en phase préparatoire par le contrôleur extérieur.  La pose du dispositif a été particulièrement suivie, notamment en ce qui concerne l'assemblage et la soudure de la géomembrane PEHD. Cette dernière a été mise en œuvre par des équipes de soudeurs certifiés ASQUAL. Les certificats ont été vérifiés par le contrôleur extérieur.  La totalité du dispositif mis en place (géomembrane PEHD + géotextile anti-poinçonnant) a fait l'objet d'un contrôle interne par la société en charge de la pose, ainsi que d'un contrôle extérieur par un prestataire tiers.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Contrôles préalables à la mise en service

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dossier technique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. [...] Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ;</li> </ul> <p>[...]</p>

<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis en date du 7 juin 2024 le dossier technique et le rapport de contrôle extérieur des travaux, réalisés par le bureau d'études EODD. Les éléments transmis démontrent la conformité de l'installation aux conditions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation et l'arrêté préfectoral du 15 février 2016.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Contrôles préalables à la mise en service**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réception travaux suite incendie 2021
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.
<b>Constats :</b>  Cette visite terrain n'a pas montré d'incohérence entre les constats visuels réalisés et les éléments examinés dans le dossier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cartographie des émissions diffuses
<b>Prescription contrôlée :</b>  Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place. Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation. Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.
<b>Constats :</b>  La transmission de la cartographie des émissions diffuses de méthane évoquée lors de la visite du 19/02/2024, et réalisée, a été demandée par le rapport de visite en date du 22/03/2024. L'exploitant s'est engagé à la transmettre dans les plus brefs délais.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite